

États, institutions et sociétés en Iran, Afghanistan, Asie centrale et au Pakistan depuis les années 1970

Au cours des décennies 1970 à 1990, révolutions, coups d’État militaires, indépendances nationales, conflits armés et guerres civiles ont entraîné de profondes reconstructions institutionnelles de l’État dans les mondes iranien, centrasiatique et sud-asiatique[[1]](#footnote-1). Ces transformations politiques variées ont le plus souvent mis en cause le rôle de l’État – réprouvé pour son centralisme, son autoritarisme et son élitisme – en raison des répartitions inégalitaires de ses politiques publiques et d’un contrôle des classes supérieures sur les postes administratifs. Portées au nom d’idéologies anti-impérialistes, socialistes, nationalistes et islamistes par des couches sociales moyennes[[2]](#footnote-2) et basses[[3]](#footnote-3), ces contestations “par le bas” ont durablement transformé les relations entre États et sociétés, par une refonte partielle de l’action publique et de la composition du personnel étatique. Ces mouvements contestataires aux origines ethno-confessionnelles plurielles[[4]](#footnote-4) présentent un caractère transnational, comme en témoigne le gouvernement des Talibans en Afghanistan (1996-2001), composé d’étudiants des madrasas de Panjwai et de Deoband au Pakistan et en Inde. Les identités de ces groupes se définissent ainsi selon des contours poreux, en raison de diverses refontes des personnels de l’État et de dissensions internes, comme l’ont montré les Pandshiris dans l’appareil sécuritaire afghan après 2001, les Pendjabis dans l’administration pakistanaise ou encore les élites de la région du Khatlon après la guerre civile tadjique.

Les nouveaux arrangements entre États et sociétés ont toutefois rapidement été empêchés par des politiques de recentralisation autoritaire. La période d’institutionnalisation de la République islamique d’Iran dans la seconde moitié des années 1980, la contre-révolution autoritaire du régime militaire de Zia ul-Haq au Pakistan (1978-88) ou encore la mise en place des régimes postsoviétiques ouzbek et tadjik après 1992 témoignent de ces phénomènes réactionnaires dits « thermidoriens »[[5]](#footnote-5), dans lesquels les élites oligarchiques investissent l’État et le privatisent[[6]](#footnote-6). Aiguillonnés par une contestation croissante de leur légitimité depuis les années 1970, les États iranien, afghan, pakistanais et centrasiatiques ont tenté d’assurer leur stabilité au sein de sociétés pluriethniques et multiconfessionnelles par différents biais : investiture des bureaucraties civiles et militaires par cooptation (ancrages régionaux du Corps des Gardiens de la Révolution en Iran), politiques publiques de développement (éducation, santé, transports, logement, emploi, politiques agraires), contrôle religieux (poids de l’administration du *waqf* sous Bhutto et Zia au Pakistan[[7]](#footnote-7), loi sur les madrasas en Ouzbékistan, 1993), milices militaires (*Fatemiyun* en Afghanistan, pilotée par Téhéran). Face aux divers remaniements institutionnels de l’État, ces groupes tentent d’investir l’appareil politique central afin de tirer profit d’avantages étatiques, par l’investissement de réseaux clientélistes et des postes administratifs civils et militaires.

Malgré les multiples objets disponibles pour l’analyse comparée des transformations des États, des trajectoires et des circulations des mouvements politiques (islam politique, soviétisme), les mondes musulmans iranien, centrasiatique et sud-asiatique sont usuellement traités dans une perspective nationale ou locale. Aussi l’État devient un « “organe” monolithique[[8]](#footnote-8) », distinct des forces sociales et sans perspective historique. Ce faible nombre de travaux comparatifs dans cette aire géographique se justifie par un cloisonnement des traditions académiques entre études de l’Asie du sud, du Moyen-Orient majoritairement arabe, et des mondes postsoviétiques. Malgré un difficile accès aux sources sur le terrain, l’étude des États d’Asie centrale et d’Asie du sud est réinvestie depuis les années 1980 par des historiens, politistes et anthropologues du fait religieux (O. Roy, S. Dudoignon), des nationalismes (A. Anderson, C. Jaffrelot, G. Dorronsoro, M. Laruelle), des régionalismes et groupes minoritaires (A. Monsutti, F. Adelkhah, T. Barfield, J-P. Digard) ou des milieux économiques (L. Gayer, A. Keshavarzian). Depuis les années 2010, un renouveau de l’étude de l’État semble s’engager à partir d’approches de politiques publiques (M. Ghiabi, K. Harris), et de socio-histoire des administrations civiles (E. Lob, A. Baczko, S. Hull, S. M. Ali), des appareils militaires (A. Siddiqa) et policiers (A. Giustozzi & M. Isaqzadeh).

Organisée par le Centre d’histoire du xixe siècle (CRHXIX, Sorbonne Université) et le Centre de recherches internationales (CERI, Sciences-Po), la journée d’études invite à penser les relations entre États et sociétés en Iran, en Afghanistan, au Pakistan et en Asie centrale depuis les années 1970. Les organisateurs encouragent les communications pluridisciplinaires (sociologie politique, histoire religieuse et politique, anthropologie, politique publique) et les approches monographiques ou comparatives (comparaisons inter ou intra-étatique, comparaisons historiques). Ils porteront une attention particulière aux propositions qui s’appuieront sur les trajectoires et les circulations transnationales des phénomènes et groupes politiques étudiés et leurs relations à l’État centralisé. Une réflexion sur les matériaux empiriques mobilisés (histoire orale et entretiens, web archivé et réseaux sociaux numériques, archives locales) est vivement souhaitée.

Les communications devront s’insérer dans un ou plusieurs des **trois axes proposés** :

* **Axe 1 :** Histoire des institutions et des actions publiques de l’État en période de crise politique
* **Axe 2 :** Sociologie des élites de l’État centralisé
* **Axe 3** : Réseaux et circulationsdes contestations religieuses et militaires

**Appel à contributions**

Les participants et participantes sont invités à nous soumettre une proposition d’article (*abstract*) d’une longueur maximale de 5 000 signes (notice bibliographique exclue), au plus tard le **15 juillet 2023**, en format word ou pdf, aux deux adresses suivantes : [mahroug.sophiac@gmail.com](mailto:mahroug.sophiac@gmail.com) et [guillaume.beaud@sciencespo.fr](mailto:guillaume.beaud@sciencespo.fr). Les propositions peuvent être rédigées en français et en anglais.

**Modalités d’organisation et d’accueil**

La journée d’étude sera organisée dans les locaux de Sorbonne Université à Paris mi-novembre prochain. Une date exacte sera communiquée début mai.

Afin d’encourager la présence de participants venant de l’étranger, une aide financière pour les déplacements pourra être envisagée en fonction des financements disponibles. Les participants sont toutefois encouragés à solliciter une aide financière de leur laboratoire, école doctorale ou université.

**Comité d’organisation**

**Guillaume Beaud** (CERI, Sciences Po) est doctorant en science politique à Sciences Po (CERI). Sa thèse porte sur les transformations des appareils d’État et élites administratives dans une perspective comparative et historique. À partir d’un travail d’entretien, ethnographique et archivistique, de matériaux biographiques et d’une analyse de données prosopographiques, il y étudie les recompositions des hautes fonctions publiques en période de changement politique en Iran et au Pakistan, avec un intérêt particulier pour les corps de préfets et de diplomates. Diplômé de King’s College London, de Sciences Po et de l’INALCO, il a été doctorant invité à la Lahore University of Management Sciences (LUMS) et à l’Institut universitaire européen de Florence (EUI). Il a étudié le persan à l’Institut Dehkhoda à Téhéran, ainsi que l’ourdou. [guillaume.beaud@sciencespo.fr](mailto:guillaume.beaud@sciencespo.fr)

**Sophia Mahroug** (CRHXIX, Sorbonne-Université/ C²DH, Université du Luxembourg) est doctorante persanisante et arabisante en histoire contemporaine à Sorbonne Université (CRHXIX) et à l’Université du Luxembourg (C²DH). Dans le cadre de sa thèse de doctorat, elle propose une analyse de la politique culturelle des Gardiens de la Révolution islamique d’Iran (1979-2021) à partir des archives du Web et des réseaux sociaux numériques. Ses recherches ont pour objectif de reformuler une histoire politique de l’Iran des XXe et XXIe siècles à partir des sources nativement numériques, afin de proposer une réflexion épistémologique sur l’apport des humanités numériques dans l’étude du Moyen-Orient contemporain. Elle est diplômée de Sorbonne Université, de l’INALCO et de l’Institut Dehkhoda à Téhéran. [mahroug.sophiac@gmail.com](mailto:mahroug.sophiac@gmail.com)



**States, institutions and societies in Iran, Afghanistan, Central Asia and Pakistan since the 1970s**

From the 1970s to the 1990s, revolutions, military coups, national independences, armed conflicts, and civil wars generated significant institutional transformations of the state in Iran, Central and South Asia[[9]](#footnote-9). These political transformations challenged the legitimacy of the state because of its centralism, authoritarianism, and elitism. But it also called into question unequal public policies and disproportionate control by upper classes. Rising contestations from the middle[[10]](#footnote-10) and lower[[11]](#footnote-11) social strata were supported by varied ideological stances, such as anti-imperialism, socialism, nationalism, or Islamism. State-society relations have been permanently transformed by the promotion of change in public policies and by the reshaping of extant social categories within the state apparatus. These multi-faith and multi-ethnic movements[[12]](#footnote-12) also present transnational features e.g., the Taliban government in Afghanistan (1996-2001), students from *madrasas* of Panjwai and Deoband in Pakistan and India. As a consequence, identities are defined along blurred boundaries, as exemplified by the Pandshiris in the Afghan security organ after 2001, by the Punjabis in the Pakistani administration or by elites from the Khatlon region after the Tajik civil war (1992-1997).

The promotion of more inclusive arrangements between states and societies was soon to be overshadowed by authoritarian recentralisation policies. The institutionalisation of the Islamic Republic of Iran in the second half of the 1980s, but also the Zia ul-Haq’s authoritarian counter-revolution in Pakistan (1978-88) and post-1992 political developments in Uzbekistan and Tajikistan are examples amongst others of these reactionary phenomena, sometimes qualify as ‘Thermidorian’.[[13]](#footnote-13)Oligarchic elites in political, bureaucratic, economic, and security fields thereby reinvest the state and privatise it[[14]](#footnote-14). Despite attempts of recentralization, contested Iranian, Afghan, Pakistani and Central Asian states have sought to ensure their stability by shaping state-society relations : through co-opting groups defined by class or regional features into civilian and military bureaucracies (the regional anchorage of Iran’s Revolutionary Guard Corps), development policies (education, health, transport, housing, employment, agrarian policies), religious control (growth of the *waqf* administration under Bhutto and Zia in Pakistan,[[15]](#footnote-15) Uzbekistan’s 1993 law on *madrasas*), and militias (Iran-backed *Fatemiyun* militia in Afghanistan). In turn, these groups have sought to invest the political apparatus by embedding themselves into clientelist networks and civilian-military bureaucracies.

Despite opportunities to undertake comparative analyses of state transformations and circulations of political movements and ideas (political Islam, sovietism), Iranian, Central Asian, and South Asian Muslim worlds are usually studied from national or local perspectives only. The state thereby takes the form of a “monolithic ‘organ’”,[[16]](#footnote-16) distinct from social forces and historical perspective. Poor cross-regional comparisons follow scholarly compartmentalisations between studies of South Asia, the Arab Middle East, and the post-Soviet area. Despite researchers’ growing difficulty of accessing sources in the field, historians, political scientists and anthropologists have since the 1980s re-investigated Central and South Asian states by exploring religious phenomena (O. Roy, S. Dudoignon), nationalisms (A. Anderson, C. Jaffrelot, G. Dorronsoro, M. Laruelle), regionalisms and minority groups (A. Monsutti, F. Adelkhah, T. Barfield, J-P. Digard), and the business sector (L. Gayer, A. Keshavarzian). Since the 2010s, a revival of the study of the state seems underway, via key public policy approaches (M. Ghiabi, K. Harris), socio-history of civil administrations (E. Lob, A. Baczko, S. Hull, S. M. Ali), the military (A. Siddiqa), and security (A. Giustozzi & M. Isaqzadeh) apparatuses in historical perspective.

Organised by the Centre d’histoire du XIXe siècle (CRHXIX, Sorbonne University) and the Centre de recherches internationales (CERI, Sciences-Po), the graduate conference aims to rethink relations between states and societies in Iran, Afghanistan, Pakistan, and Central Asia since the 1970s. The organisers welcome papers in various disciplines (political sociology, religious and political history, anthropology, public policy), as well as monographic or comparative approaches (inter- or intra-state comparisons, historical comparisons). Particular attention will be paid to proposals emphasizing transnational trajectories and circulations of political phenomena and groups, and their relationship to the state. A reflexive consideration on the empirical material (e.g., oral history, interviews, archived web, social networks, local archives) is highly welcomed.

Papers should fit into one or more of the **three proposed axes**:

* **Axis 1**: History of state institutions and public policies in times of political transformations
* **Axis 2**: Sociology of state elites
* **Axis 3**: Networks and circulations of religious and military movements

**Call for papers**

Doctoral students and researchers are invited to submit a proposal for an article (*abstract*) of a maximum length of 5,000 characters (excluding bibliographic note), by **15 July 2023**, in word or pdf format. Proposals can be both in French and English and must be sent to the following addresses: [mahroug.sophiac@gmail.com](mailto:mahroug.sophiac@gmail.com) and [guillaume.beaud@sciencespo.fr](mailto:guillaume.beaud@sciencespo.fr).

**Organisation and hosting arrangements**

The graduate conference will be organised in Sorbonne University in Paris in mid-November. The exact date will be communicated promptly.

In order to enhance foreign participations, financial support may be granted to cover travel expenses, according on available funding. Participants are however encouraged to apply for financial support from their research centres, doctoral school or university.

**Organising committee**

**Guillaume Beaud** (CERI, Sciences Po) is a doctoral student in political science at Sciences Po (CERI). His dissertation focuses on the transformations of state apparatuses and administrative elites in a comparative and historical perspective. Using interviews, ethnography, archives, civil servants’ memoirs, and an analysis of prospographic data, he studies the recompositions of civil services in periods of political change in Iran and Pakistan, with a particular interest in the prefect and diplomatic corps. He graduated from King's College London, Sciences Po, and INALCO, and has studied Persian at the International Center for Persian Studies (Dehkhoda) in Tehran, as well as Urdu. He has been a visiting doctoral student at the Lahore University of Management Sciences (LUMS) and the European University Institute in Florence (EUI).

[guillaume.beaud@sciencespo.fr](mailto:guillaume.beaud@sciencespo.fr)

**Sophia Mahroug** (CRHXIX, Sorbonne-Université/ C²DH, University of Luxembourg) a Persian and Arabic-speaker PhD candidate in contemporary history at Sorbonne University (CRHXIX) and the University of Luxembourg (C²DH). She aims at analyzing the cultural policy of the Revolutionary Guards of the Islamic Republic of Iran (1979-2021) from web archives and digital social networks. Her research aims to reformulate a political history of Iran in the twentieth and twenty-first centuries from natively digital sources and an epistemological reflection based on digital humanities in the contemporary Middle East. She graduated from Sorbonne University and INALCO, and did a language stay at the International Center for Persian Studies (Dehkhoda) in Tehran. [mahroug.sophiac@gmail.com](mailto:mahroug.sophiac@gmail.com)

1. Révolution iranienne (1979), coups d’État au Pakistan (1977) et en Afghanistan (1978), indépendances des Républiques socialistes centrasiatiques (1991), conflits armés (Iran, 1980-1988 ; Afghanistan, 1979-1989) et guerres civiles (Tadjikistan, 1992-1997 ; Afghanistan 1992-1996 et depuis le milieu des années 2000). [↑](#footnote-ref-1)
2. Sur la politisation de nouvelles classes moyennes éduquées et leur opposition au centralisme étatique, voir James Bill, *The Politics of Iran. Groups, Classes and Modernization*. Merrill, Columbus, 1972 ; Gilles Dorronsoro, *La révolution afghane*. Paris, Karthala, 2000, pp. 75-106. Pour une sociologie des oppositions islamistes à l’État centralisé, voir Guilain Denoeux, “The forgotten swamp. Navigating Political Islam”, *Middle East Policy*, vol. 9 (2), p. 56-81, 2002. [↑](#footnote-ref-2)
3. Citons la classe urbaine pauvre des « déshérités » en Iran (*mostaz‘afin*), base sociale dont se réclame la République Islamique d’Iran depuis 1979. [↑](#footnote-ref-3)
4. Voir notamment les études anthropologiques et sociologiques de Stéphane A. Dudoignon, *The Baluch, Sunnism and the state in Iran: from tribal to global* (2017), Jean-Pierre Digard (dir.), *Le fait ethnique en Iran et en Afghanistan* (1988) ou encore Thomas J. Barfield, *The Central Asian Arab of Afghanistan* (1981) [↑](#footnote-ref-4)
5. Sur la phase thermidorienne, voir Bailey Stone, “Thermidor?”, dans *The Anatomy of Revolution Revisited: A Comparative Analysis of England, France, and Russia*. Cambridge, Cambridge University Press, 2013, pp. 394-473. Pour une application sur le cas iranien, Jean-François Bayart, « Le concept de situation thermidorienne : régimes néo-révolutionnaires et libéralisation économique » dans *Questions de recherche*, n° 24, 2008, pp. 52-57. [↑](#footnote-ref-5)
6. Voir Béatrice Hibou (dir.), *La privatisation des États*, Paris, Karthala, 1999. [↑](#footnote-ref-6)
7. Jamal Malik, “Islamic endowments”, dans *Colonization of Islam: Dissolution of traditional institutions in Pakistan*. New Dehli, Manohar, 1996, pp. 55-84. Sur le phénomène d’étatisation du religieux en Égypte, en Arabie Saoudite, en Turquie et en Iran, voir Malika Zeghal, « Religion and Politics in Egypt: The Ulema of al-Azhar, Radical Islam, and the State (1952-94)” dans *International Journal of Middle East Studies*, vol.31(3), 1999, pp. 371-399; Ahmet Erdi Öztürk, « Turkey’s Diyanet under AKP rule: from protector to imposer of state ideology?” dans *Southeast European and Black Sea Studies*, vol.16 (4), 2016, pp. 619-635 ; Nabil Mouline, « Routinisation et institutionnalisation du hanbalo-wahhâbisme », dans *Les clercs de l’Islam, Autorité religieuse et pouvoir politique en Arabie Saoudite (XVIIIe-XXIe siècles).* Paris, PUF, 2011, pp. 126-156 ; Olivier Roy, *L’Échec de l’Islam politique. Paris, Seuil, 1992.* [↑](#footnote-ref-7)
8. Hamid Bozarslan, *Sociologie politique du Moyen-Orient*, Repères, La Découverte, Paris, 2011, p. 41. [↑](#footnote-ref-8)
9. Iranian revolution (1979), military coups in Pakistan (1977) and Afghanistan (1978), newly independent Central Asian Republics (1991), armed conflicts (Iran, 1980-1988; Afghanistan, 1979-1989), and civil wars (Tajikistan, 1992-1997; Afghanistan 1992-1996, and since the mid-2000s). [↑](#footnote-ref-9)
10. About the politicization of educated middle classes and their opposition to central states, see James Bill, *The Politics of Iran. Groups, Classes and Modernization*. Merrill, Columbus, 1972 ; Gilles Dorronsoro, *La révolution afghane*. Paris, Karthala, 2000, pp. 75-106. For a sociology of Islamist movements’ contestation against the state, see Guilain Denoeux, “The forgotten swamp. Navigating Political Islam”, *Middle East Policy*, vol. 9 (2), p. 56-81, 2002. [↑](#footnote-ref-10)
11. A salient example could be the broad group of the « deprived » (*mostaz‘afin*) in postrevolutionary Iran, that the Islamic Republic claims to represent. [↑](#footnote-ref-11)
12. See anthropological and sociological works of Stéphane A. Dudoignon, *The Baluch, Sunnism and the state in Iran: from tribal to global* (2017); Jean-Pierre Digard (dir.), *Le fait ethnique en Iran et en Afghanistan* (1988); Thomas J. Barfield, *The Central Asian Arab of Afghanistan* (1981) [↑](#footnote-ref-12)
13. On Thermidorian arrangements, see Bailey Stone, “Thermidor?”, dans *The Anatomy of Revolution Revisited: A Comparative Analysis of England, France, and Russia*. Cambridge, Cambridge University Press, 2013, pp. 394-473. For its application on the Iranian case, see Jean-François Bayart, « Le concept de situation thermidorienne : régimes néo-révolutionnaires et libéralisation économique » dans *Questions de recherche*, n° 24, 2008, pp. 52-57. [↑](#footnote-ref-13)
14. See Béatrice Hibou (Ed.), *Privatizing the State*, New York, Columbia, 2004 [↑](#footnote-ref-14)
15. Jamal Malik, “Islamic endowments”, in *Colonization of Islam: Dissolution of traditional institutions in Pakistan*. New Dehli, Manohar, 1996, pp. 55-84. On the capture of the religious phenomenon by the state in Egypt, Saudi Arabia, Turkey, and Iran, see respectively Malika Zeghal, “Religion and Politics in Egypt: The Ulema of al-Azhar, Radical Islam, and the State (1952-94)”, *International Journal of Middle East Studies*, vol.31(3), 1999, pp. 371-399; Ahmet Erdi Öztürk, “Turkey’s Diyanet under AKP rule: from protector to imposer of state ideology?”, *Southeast European and Black Sea Studies*, vol.16 (4), 2016, pp. 619-635 ; Nabil Mouline, « Routinisation et institutionnalisation du hanbalo-wahhâbisme », dans *Les clercs de l’Islam, Autorité religieuse et pouvoir politique en Arabie Saoudite (XVIIIe-XXIe siècles).* Paris, PUF, 2011, pp. 126-156 ; Olivier Roy, *L’Échec de l’Islam politique.* Paris, Seuil, 1992. [↑](#footnote-ref-15)
16. Hamid Bozarslan, *Sociologie politique du Moyen-Orient*, Repères, La Découverte, Paris, 2011, p. 41. [↑](#footnote-ref-16)